

**PORTUGAL: UN DIRIGEANT MARXISTE
LENINISTE DU PCP (m.l.) PARLE (p.4)**

l'Humanité *Rouge*

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*



1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 346

Mardi 14 octobre 1975

PORTUGAL :

NON AU SOCIAL-FASCISME

La contre-offensive des révisionnistes du PCP bat son plein au sein de l'armée portugaise, complaisamment répercutée et amplifiée par la grande presse dans notre pays. Celle-ci n'a, par contre, pas une ligne pour s'étonner d'une situation pour le moins paradoxale aux yeux des observateurs honnêtes : celle qui conduit le parti révisionniste d'Alvaro Cunhal, représenté par un ministre au sein du 6^e gouvernement, dont il est ainsi partie prenante, à appeler ouvertement à la subversion et à l'insurrection contre ce même gouvernement.

Cunhal en personne n'a-t-il pas déclaré que « C'est une erreur d'interpréter l'agitation des soldats comme un facteur de chaos et d'anarchie » ; et d'appeler à soutenir le « camp des forces révolutionnaires » qui s'oppose au gouvernement qualifié de « réactionnaire ». Mais au Portugal, comme partout ailleurs dans le monde, le camp de la révolution exclut les révisionnistes et s'édifie contre eux. Comment osent-ils parler de révolution ceux-là qui, piétinant les aspirations du peuple à la démocratie, se sont emparés par la ruse et par la force des secteurs-clés de l'appareil d'État, monopolisant les moyens d'information, réorganisant à leur profit la PIDE répressive, promulguant la loi antigreve et réprimant les luttes ouvrières et populaires ?

Tous les moyens, c'est-à-dire le chaos économique et politique, la guerre civile leur sont bons. Les affrontements nombreux et violents qui se multiplient — comme celui qui a coûté la vie à un dirigeant du MRPP ou les bagarres de Porto qui ont fait 70 blessés dont plusieurs grièvement atteints — témoignent de l'aggravation des tensions politiques. Là encore on retrouve la main du PCP pour attiser le feu.

En agissant de la sorte, les révisionnistes — qui agissent pour le compte du social-impérialisme russe — contribuent d'ailleurs à la remontée du fascisme que soutient l'impérialisme américain.

Mais si la situation est grave, elle n'est cependant pas contrôlée par les révisionnistes et ceci doit être clair.

C'est justement parce qu'ils ne contrôlent pas la situation et se retrouvent de plus en plus minoritaires et isolés que les cunhalistes sont acculés à cette tactique de désordre généralisé. Elle représente leur seul espoir de parvenir à imposer leur loi réactionnaire au peuple portugais qui la rejette.

QUE VA FAIRE GISCARD A MOSCOU ?

Depuis une semaine la presse soviétique déborde de longs articles consacrés à la visite de Giscard d'Estaing en URSS. Rien n'est laissé au hasard par l'appareil de propagande. L'objectif est en partie atteint, les commentateurs internationaux s'accordent à dire que l'accueil doit être exceptionnellement chaleureux.

La vérité c'est que les dirigeants soviétiques ne sont pas avares de sourires et de promesses pour acheter les gouvernants occidentaux. Chacun se souvient de la visite de l'ambassadeur russe à Giscard d'Estaing entre les deux tours des présidentielles. Depuis lors les révisionnistes soviétiques ont multiplié les pressions sur le gouvernement français. Même s'ils n'ont pas obtenu de succès retentissant, ils ont obtenu quelques concessions précieuses pour eux. C'est ainsi que Brejnev avait obtenu de Giscard lors de sa visite à Paris le soutien de la France pour accélérer la clôture de ce nouveau Munich qu'a été la conférence d'Helsinki.

La clique social-impérialiste de Brejnev qui est en train de s'assurer une suprématie militaire absolue pour s'emparer de l'Europe de l'Ouest, fonde beaucoup d'espoir sur la crise économique des pays d'Europe de l'Ouest. Elle espère en profiter pour acheter les milieux capitalistes dirigeants en leur faisant miroiter la collaboration économique avec l'URSS comme issue à leur crise. Cela fait partie de la stratégie globale de l'URSS pour saper l'influence américaine en Europe de l'Ouest. Giscard fera-t-il d'importantes concessions au cours de ce voyage ? Il est trop tôt pour le dire. Mais l'expérience historique nous apprend que les capitalistes mettent leurs profits au-dessus des intérêts de l'indépendance nationale.

N'est-ce pas pour cela que le gouvernement français reste muet tandis que les manœuvres navales d'espionnage et de préparatifs d'agression se multiplient à proximité des côtes françaises ? Ou alors Giscard d'Estaing s'imagine-t-il vraiment que dans un conflit entre les Etats-Unis et l'URSS en Europe, la France pourrait être une nouvelle Suisse ?

Autant de questions auxquelles il faut répondre clairement. Le moins qu'on puisse dire c'est que le gouvernement français préfère rester dans le vague et que le voyage de Giscard à Moscou à cet égard contribue à la mystification du social-impérialisme sur la prétendue détente et la volonté de paix des expansionnistes du Kremlin.



La tribune du meeting organisé à Paris par l'Association des amitiés franco-chinoises à l'occasion du 26^e anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine. M. Charles Betteheim assumait la présidence.



Dans les Ardennes:

LUTTE RESOLUE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les travailleurs de la fonderie MANIL de Vivier-au-Court dans les Ardennes entament leur 7ème jour de grève pour arracher au patron la réintégration de 2 ouvrières licenciées.

Avant avril 75, les ouvrières de l'atelier de contrôle triaient les pièces en trois bennes : une pour les rebuts, une pour les bonnes, une pour les douteuses. Un ouvrier professionnel reprenait celles-ci pour déterminer les rebuts.

En avril, la direction a décidé de supprimer la benne des douteuses. Aux ouvrières de décider elles-mêmes si les pièces sont bonnes ou à rebuter. Ce qui équivaut à une surqualification non rémunérée. Et puis, ce travail est impossible, car les contrôleuses doivent (bien sûr !) maintenir leur cadence.

Quand le taux d'erreur est trop élevé, après prélèvement, il faut repasser l'ensemble des pièces au contrôle et la direction accuse les ouvrières de ralentir volontairement la production (20 lettres d'avertissement le mois dernier pour «grève perlée»).

Les ouvrières ont protesté : débrayages, grèves. La direction a répondu par la répression : menaces, constats d'huissier...

Deux ouvrières, faisant fi de ces manœuvres d'intimidation, ont refusé le tri. Le patron (Fritch) les a licenciées pour «faute grave».

Depuis, l'une des contrôleuses licenciées et une déléguée syndicale

qui la soutient, font la grève de la faim. Fritch ne veut pas revenir sur sa décision. Alors, mardi 7, la masse des ouvriers a décidé 24 heures de grève jusqu'à ce que le patron cède.

Sur les 800 employés de l'usine, seuls 50 (quelques FO, la maîtrise et les cadres) ont voulu reprendre le travail. Les grévistes les en ont empêchés en bouchant les issues avec des bennes de fonte et en s'asseyant sur les machines. Laisant les 50 traîtres pleurer à la préfecture pour la «liberté du travail», l'ensemble des ouvriers est déterminé à continuer la grève jusqu'à la réintégration des 2 ouvrières.

Des délégations des usines de tous les environs sont venues soutenir ceux de Manil. Le 7 octobre, à Vivier-au-Court, a eu lieu une manifestation de 400 personnes. Français-immigrés tous unis, traversant la ville aux cris de : «Réintégration», «Non aux licenciements». La manifestation recueillait l'approbation de toute la population, groupée aux pas de porte.

La lutte promet d'être longue et dure.

Correspondant HR

DOUMENG LICENCIE A TOUR DE BRAS

La section syndicale CGT-Construction de l'entreprise Masser-Sud (55 av. Louis Bréguet 31400 Toulouse), après avoir mené une lutte victorieuse en 1974 (un mois de grève avec occupation et importante mobilisation) a été décimée par une répression patronale féroce. Tous les moyens ont été bons : faute professionnelle organisée, espionnage des militants, atteinte aux droits des délégués du personnel.

Ayant échoué dernièrement — au cours d'un procès en annulation d'élection truquée pour la désigna-

tion de nouveaux délégués — la direction utilise la section F.O. pour démontrer qu'elle est moins féroce que M. Doumeng, PDG bien connu qui vient de reprendre une fabrique de chaussures et qui licencierait à tour de bras.

Notre section a pris position sur cette manœuvre tendant à faire croire que tous les syndiqués CGT sont solidaires du sieur Doumeng. Il n'en est rien. Nous le faisons savoir y compris à l'UL CGT, et à M. Doumeng.

La section CGT Masser-Sud

A Faverges (Haute-Savoie):

SOLIDARITE AVEC LE FRAP ET L'ETA

Les ouvriers de l'usine TISSOT-DUPOND ont manifesté leur solidarité avec les 5 du FRAP et de l'ETA. C'est avec beaucoup de colère et d'indignation que la nouvelle des exécutions est parvenue à l'usine.

Là, spontanément, un prêtre ouvrier a pris l'initiative d'afficher un exemplaire de l'Humanité Rouge qui publiait la lettre qu'a écrite, juste avant de mourir, un militant marxiste-léniniste du FRAP. Cette lettre, tous les ouvriers l'ont lue et c'est pour manifester clairement leur accord et leur admiration devant la lutte des révolutionnaires espagnols que 150 ouvriers se sont rassemblés

dans la cour de l'usine et ont observé une minute de silence.

Un tel hommage est exemplaire à bien des égards : il montre que les ouvriers ne se laissent pas abuser par le P.C.F. et qu'ils savent très bien distinguer qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. Il montre également que les travailleurs reconnaissent de plus en plus dans l'Humanité Rouge l'expression de l'avant-garde révolutionnaire de notre peuple ; n'est-ce pas là le meilleur encouragement qui soit pour élargir toujours plus la diffusion de notre quotidien ?

Correspondant HR

Agence d'urbanisme de Grenoble

POUR LA TITULARISATION DE TOUS LES TEMPORAIRES

Les travailleurs de l'Agence d'urbanisme s'étaient mis en grève le 22 septembre (cf. HR n. 337) contre la dégradation de l'emploi chez eux et contre l'utilisation abusive de la main-d'œuvre temporaire (contractuels à durée limitée). En particulier, ils se battaient pour la titularisation immédiate de deux temporaires que la direction voulait mettre à la porte le 30 septembre.

A l'argumentation présentée par leurs patrons (à majorité élus PC-PS) et par leur direction, selon laquelle il ne s'agissait pas de licenciements mais de fins de contrat, les travailleurs ont répondu que la définition «légal» leur importait peu. Ils ont déclaré que la situation actuelle de chômage et de crise de l'emploi transformait ces «fins de contrat» en «licenciements de fait, sinon de droit».

Pendant la grève, une action de popularisation a été engagée auprès de la population d'une part, et des responsables politiques et syndicaux «de gauche» d'autre part. Les travailleurs avaient rédigé les tracts et pétitions sur la base : «Ce n'est pas parce que les collectivités locales ont des difficultés financières que les travailleurs à leur service doivent en faire les frais, les élus (de gauche et de droite) doivent montrer qu'ils défendent réellement l'emploi, autrement qu'en

paroles.» Ces actions ont rencontré un bon accueil.

Au bout de 9 jours de grève, la direction (après s'être concertée avec les élus) a accordé la titularisation immédiate d'un des deux temporaires «licenciés» ainsi que la promesse d'une négociation globale pour la titularisation des temporaires encore en place. Entre-temps, l'autre temporaire avait trouvé un travail ailleurs dans de meilleures conditions, tout en continuant la grève jusqu'au bout.

Avec cette victoire partielle, les travailleurs ont décidé de suspendre la grève jusqu'à la négociation. C'est la première fois depuis longtemps que la direction doit reculer à l'Agence devant l'action résolue des salariés.

Il faut noter que tout ce qui concerne la grève a été préparé, discuté et décidé en assemblée générale réunissant chaque fois la quasi totalité des grévistes et que la section syndicale CFDT sort plus forte de cette lutte.

PS : La pétition a été proposée à un conseiller général P.C.F. qui avait participé à la décision de mise à la porte des temporaires. Il a répondu, en substance, que, quels que soient ceux qui dirigeaient, c'était toujours aux travailleurs à faire les frais de la crise !

Correspondant HR

LES TRAVAILLEURS DU CENTRE D'ETUDES ATOMIQUES ENTRENT EN LUTTE

Au mois d'août, le gouvernement a pris une série de mesures de restructuration de l'industrie nucléaire, qui prévoient en particulier des licenciements au Centre d'études atomiques (CEA), d'abord dans les centres militaires (DAM), et la filialisation de la Direction des productions (DP), qui s'occupe de tout le cycle de l'uranium pour les centrales nucléaires.

Les travailleurs du CEA refusent les licenciements et la perte des droits acquis et s'inquiètent des risques de dégradation des conditions de travail et de sécurité, pour eux et la population, si la filialisation de la DP a lieu.

Ils ont effectué une grève de 24 heures le mardi 7 octobre dans toute la France. A Saclay, le matin, a été réalisée une opération «escargot» :

blocage de toutes les routes et autoroutes menant au Centre d'études nucléaires (CEN Saclay) par des cortèges de voitures roulant au pas. Cette action visait, d'une part à arrêter ou retarder les non-grévistes, et d'autre part à populariser les revendications et la juste lutte des travailleurs. Puis a suivi un défilé à l'intérieur du CEN Saclay.

L'après-midi a eu lieu de l'Opéra à République une manifestation des travailleurs de la région parisienne. Elle s'est terminée par un meeting intersyndical à la Bourse du Travail. Puis des travailleurs ont diffusé des tracts à la population en différents points de Paris.

Correspondant HR

A paraître prochainement LA JEUNE GARDE ROUGE No3

Au sommaire :

Pour une culture révolutionnaire — Le chômage — Les jeunes marxistes-léninistes et l'école — Une école secondaire de la banlieue de Pékin — La jeunesse immigrée — La jeunesse c'est l'avenir du monde — Étudiants de Palestine — Espagne : lettres d'un de nos frères assassinés ...

L'exemplaire : 2,50F



La Hongrie pillée par l'URSS

C'est toujours la même rengaine dans la presse du P.C.F. : dès qu'il y a le moindre problème en France, les plumitifs y vont de leur petit couplet sur les « charmes » de la vie dans les pays de l'Est : pas de crise, pas de chômage, pas de censure à la TV.

C'est à ces mensonges que se livre le journal « l'Action » (oct. 75) qui extrait un passage du livre « En direct avec un dirigeant hongrois : Giorgy Aczel »*. Jacques de Bonis lui aurait posé des questions brutales, se serait fait « l'avocat du diable » par des questions comme celles-ci : « Vous manquez de tout ? Il faut faire la queue dans les magasins ? » c'est-à-dire des questions que posent les journalistes du Figaro, de l'Aurore ou du Parisien Libéré.

Pas de crise ? Et pourtant les prix montent comme le reconnaît le vice-président du Conseil des ministres hongrois : 1,9 % en 1974, 3,5 % en 1975. Cependant Jacques de Bonis se contente d'enregistrer et ne pose pas la question immédiate : pourquoi ?

S'il ne veut pas la poser, cette question, de peur de rompre « les charmes », nous, nous la posons : comment se fait-il que dans un pays qui se dit d'économie socialiste les prix grimpent ? alors que dans d'autres pays comme la Chine et l'Albanie, les prix restent stables ou même baissent ? L'explication est simple quand on examine les statistiques du commerce de la Hongrie avec l'URSS. En 1971, la Hongrie importait d'URSS 40 % de produits manufacturés et 31 % de biens de consommation manufacturés. La Hongrie exportait 40 % de ses matières premières (lignite et bauxite). Elle dépend en outre à 75 % du pétrole soviétique. Ce type de commerce, échanges de matières premières contre

des produits manufacturés, est le type même de l'échange inégal, du pillage des matières premières par une puissance impérialiste. Le pétrole russe a augmenté en un an de 131 %, le camion russe a doublé ses prix en 10 ans tandis que les prix de la lignite et de la bauxite sont restés stables. Qui gagne dans l'affaire ? La Hongrie n'a pas d'aciérie capable de produire les 7 millions de tonnes nécessaires à sa consommation. Le Trust de l'acier du Comecon dont le siège est à Moscou a décrété qu'une usine serait construite... en URSS, pour pourvoir aux besoins de la Hongrie. De sorte que la Hongrie sera obligée d'acheter un acier à un prix fixé. Qui gagne dans l'affaire ?

Le social-impérialisme se comporte avec ses « partenaires » du Comecon exactement comme avec les pays du tiers monde : faire du profit sur leur dos !

Mais depuis la fin de 1974 la Hongrie a pris des initiatives en vue d'accords bilatéraux directs avec les pays producteurs de pétrole ; le Koweït lui a fourni un prêt. Elle a multiplié les contacts en vue d'accords commerciaux avec les pays du tiers monde. Des projets de développement des industries locales, de l'infrastructure et des communications sont en cours avec la Libye, l'Iran, la Syrie, la Tunisie et le Maroc. Elle s'engage à fournir des articles de consommation de bonne qualité et répondant aux conditions locales des pays. Tout cela ne peut que montrer la voie de l'indépendance au peuple hongrois et aux peuples est-européens opprimés par le social-impérialisme. Mais toutes ces questions, notre « avocat du social-impérialisme » n'en souffle mot.

* publié aux Editions sociales.

ANGOLA

La position de l'OUA

Nourredine DJOUDI, secrétaire adjoint de l'Organisation de l'unité africaine, vient de partir pour l'Angola où il participera à la mission « d'enquête et d'information » que l'OUA vient de mettre en place dans ce pays pour l'aider à résoudre les problèmes qui s'y posent à la veille de son accès à l'indépendance.

Avant son départ il a tenu une conférence de presse dans laquelle il a une nouvelle fois précisé très clairement la position de l'OUA sur les divisions qui déchirent le peuple angolais.

« Le but principal de cette mission consistera à accumuler des faits et à analyser la situation. Nous regagnerons Kampala (capitale de l'Ouganda) puis nous commencerons à envisager et à chercher les voies et méthodes de nature à unir ces trois mouvements de libération.

« Le rôle de l'OUA ne consiste pas à choisir un mouvement quelconque pour le mettre au pouvoir. Nous avons affirmé très clairement que le peuple

angolais dans son ensemble accèdera à l'indépendance sur l'intégralité de son territoire... »

« Les forces étrangères en Angola ne doivent pas profiter de la situation actuelle pour essayer de favoriser un mouvement contre un autre... Pour ce qui est de l'OUA, elle n'a pas à choisir entre le MPLA, le FNLA ou l'UNITA. L'OUA se soucie de voir l'Angola devenir un pays indépendant, libre de tout contrôle exercé directement ou indirectement par quiconque étranger à l'Angola. »

Pendant ce temps, le débat général qui se poursuit à l'ONU a vu de nouvelles et nombreuses interventions consacrées à l'appel à l'unité en Angola. Tour à tour, les représentants du Nigeria, du Sénégal et du Togo se sont exprimés en ce sens, accusant ouvertement des ingérences étrangères de chercher à provoquer la guerre civile dans ce pays.

Les plans criminels des deux supergrands et particulièrement de l'URSS sont ainsi publiquement dénoncés au grand jour.

TRIESTE :

ACCORD ITALO-YOUGOSLAVE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le statut de la ville de Trieste était une pomme de discorde entre l'Italie et la Yougoslavie. Les deux gouvernements, après de longues négociations, viennent de parvenir à un accord réglant à la fois le statut de la ville, le tracé de leur frontière commune et la protection des minorités nationales de chaque côté de la frontière. Les deux pays ont également convenu de renforcer et de développer considérablement leur coopération dans tous les domaines.

Ces décisions ont été accueillies très favorablement, tant par le peuple italien que yougoslave.

COREE :

UN GLORIEUX ANNIVERSAIRE

Le Parti du Travail de Corée fêtait le 9 octobre le 30ème anniversaire de sa fondation. Dirigé par le camarade Kim Il Sung, il est, depuis tout ce temps, l'avant-garde de la classe ouvrière coréenne en même temps que le défenseur des intérêts du peuple coréen tout entier. Fidèle au marxisme-léninisme et à la dictature du prolétariat, il dirige le peuple coréen dans les grandes victoires remportées dans l'édification du socialisme, comme sur la voie de la réunification indépendante et pacifique du pays, qui se réalisera tôt ou tard, débarrassant l'intégralité du sol coréen de toute présence impérialiste.

YOUGOSLAVIE :

MODERNISATION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le maréchal Tito, commandant suprême des forces armées de Yougoslavie, vient de prendre connaissance du rapport sur la défense nationale du pays, portant sur la préparation des forces armées au combat, le système de défense général, la modernisation de l'entraînement militaire et de l'éducation et les conditions de vie et de travail des soldats et des officiers. Il a apprécié les succès enregistrés dans la préparation de la défense et l'unité morale et politique des forces armées.

La Yougoslavie, qui est parfaitement consciente des ambitions du social-impérialisme sur son territoire, n'a pas l'intention de lui en céder un seul pouce et le peuple tout entier reste vigilant et se prépare à toute éventualité pour défendre son indépendance et sa souveraineté.

LA CONFÉRENCE DE LA DISCORDE

Les partis révisionnistes d'Europe viennent de se réunir furtivement à Berlin-Est pour tenter de mettre sur pied une nouvelle conférence à l'échelon européen. Peu de nouvelles ont encore filtré sur ces travaux. Mais les 27 partis révisionnistes représentés n'en ont sorti qu'un ordre du jour très maigre par rapport aux ambitions de leurs patrons de Moscou.

On se rappelle que, lors de la dernière assemblée tenue à Bruxelles en 1972, ces derniers s'étaient vus mettre en échec sur la plus énorme de leurs exigences. Il ne s'agissait de rien moins que de faire condamner la République populaire de Chine comme « ennemi principal des peuples d'Europe » !

Depuis la dernière assemblée plénière tenue à Koryovy-Vary en 1967, les révisionnistes européens n'ont toujours pas réussi à trouver une plate-forme d'accord pour cette conférence que Moscou appelle de ses vœux pour tenter de remettre au pas ceux qui ont tendance à secouer son hégémonie au sein des partis révisionnistes.

Les textes du Congrès constitutif de la JCMLF sont parus en brochure.

Au sommaire : Le Rapport politique présenté devant le Congrès - L'intervention du camarade Castan au nom des communistes marxistes-léninistes de France - Le Manifeste de la JCMLF - Les Statuts de la JCMLF - La Charte de lutte de la jeunesse.

PASSEZ VOS COMMANDES A : « L'Humanité rouge » - B.P. 293 - 75866 Paris Cedex 18 - l'exemplaire : 4 francs.

UN DIRIGEANT DU P.C.P. (m.l.) PARLE

Nous publions des extraits d'une interview d'un dirigeant du Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste). Elle a été réalisée au cours du

mois d'août mais comporte de nombreux éléments utiles à une bonne compréhension de la situation actuelle au Portugal.

Le PCP (m.l.) développe une alliance tactique avec le parti socialiste de Soares et d'autres secteurs de la bourgeoisie libérale dans le but de renforcer le front démocratique contre le social-fascisme cunhaliste, 5e colonne du social-impérialisme russe au Portugal. Pourriez-vous nous expliquer la tactique suivie par votre parti et nous dire notamment quelles sont les composantes et les cibles de ce front anti-fasciste et quelle a été son évolution ?

Notre parti considère que le 25 avril a instauré un régime de liberté démocratique. Les libertés démocratiques sont menacées aussi bien par le social-fascisme que par le fascisme. Notre parti considère que la révolution socialiste n'est pas une possibilité pratique immédiate. Pour cette raison, notre parti pense que la défense des libertés démocratiques est la tâche fondamentale des communistes dans la préparation de la révolution socialiste. Notre parti applique à ce sujet les enseignements de Dimitrov* qui disait qu'il fallait défendre chaque pouce des libertés démocratiques dans les régimes de démocratie bourgeoise contre les dangers fascistes. Dans notre pays, le danger fasciste vient aussi bien des sociaux-fascistes cunhalistes que des fascistes de Caetano. Pour empêcher que le social-impérialisme russe prenne position dans notre pays, notre parti lutte également. Pour cela nous faisons des alliances suivant la tactique léniniste des alliances avec les partis de la bourgeoisie libérale comme le P.S., les partis et les forces démocratiques anti-impérialistes du Mouvement des forces armées dans le but de créer un large front démocratique et antihégémonique. Ces alliances, cette pratique d'alliances entre le Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste) et les partis de la bourgeoisie libérale ont commencé dans la lutte contre l'unicité syndicale sociale-fasciste, contre les tentatives des sociaux-fascistes de mettre tous les syndicats à leur service et de créer une centrale syndicale unique du type de celle qui existait avant le 25 avril. Notre parti a, dans la pratique, été placé du même côté que les partis de la bourgeoisie libérale et leur unité a été faite à la base et dans l'action contre le social-fascisme. Entre temps, le centre de la lutte qui était à ce moment-là entre les partis de la bourgeoisie libérale et le parti social-fasciste, a évolué et le centre de la lutte se place maintenant entre les sociaux-fascistes et les forces démocratiques et anti-impérialistes du MFA. En ce sens, notre parti considère maintenant que l'alliance fonda-

mentale du prolétariat avec les forces démocratiques et anti-impérialistes c'est l'alliance du prolétariat avec les forces démocratiques et anti-impérialistes du MFA. Les sociaux-fascistes font beaucoup de bruit devant le siège du parti socialiste mais pour réellement attaquer le siège du pouvoir, l'armée, car c'est elle qui a les armes. Notre parti propose un programme pour ce large front démocratique, anti-impérialiste et antihégémonique. Ce programme c'est la lutte pour les libertés démocratiques contre le social-fascisme et le fascisme, lutte pour l'indépendance nationale contre l'impérialisme et en particulier les deux superpuissances, les États-Unis et la Russie, lutte pour de meilleures conditions de vie pour les travailleurs.

Pourriez-vous nous donner des exemples concrets des agissements fascistes des révisionnistes dans votre pays ?

Notre pays, c'est la preuve à 100% que les partis révisionnistes modernes liés au social-impérialisme russe sont des partis fascistes, des partis hitlériens, des partis d'extrême-droite, les plus dangereux partis d'extrême-droite. Comme les fascistes, leur arme principale c'est le terrorisme. Comme les fascistes, ils utilisent la calomnie, les mensonges et leurs mots ne sont que de la démagogie, leurs mots de «paix», «démocratie» et «socialisme». Comme les fascistes, ils veulent transformer les syndicats en syndicats corporatifs. Comme les fascistes, ils refusent les élections et tout le jeu démocratique. C'est le 19 mai 1975 que les masses portugaises ont commencé à apprendre dans la pratique la justesse des mots d'ordre de notre parti. A l'occasion de la commémoration de la mort de Caterina Eufemia et de 8 militants communistes les sociaux-fascistes ont montré leur véritable visage, agressant les militants de notre parti, voulant les tuer, appelant les masses à les tuer, en disant que les militants de notre parti étaient des agents de la PIDE et en plus en montrant le portrait de Mao Tsé-toung comme étant celui de l'assassin de Caterina Eufemia et montrant Staline en disant : «Voilà, celui-là, c'est celui qui a fait tuer Caterina Eufemia». Après ce jour-là, c'était le boycott de tous les meetings que notre parti a organisé dans les régions où les sociaux-fascistes ont de la force. Dans une ville ils ont utilisé des hommes qu'ils ont fait boire avant d'attaquer notre meeting. Devant le syndicat de l'industrie chimique ils ont utilisé des brigades de choc comme la «brigade Brejnev». Ils ont installé des prisons

arbitraires organisées par les brigades social-fascistes et par les CDR qui attaquent les militants et les enlèvent comme ils l'ont fait contre un militant de notre jeunesse communiste. C'est l'utilisation des écoutes téléphoniques ; c'est le cas qui s'est produit dans une ville où ils ont voulu pendre un militant de notre parti, c'est le chantage contre les militants, l'utilisation arbitraire des fiches de la police politique portugaise pour faire du chantage sur les militaires et les civils. Nous pensons qu'il y a beaucoup de militaires qui aujourd'hui suivent le parti de Cunhal parce qu'il fait du chantage sur eux en utilisant les fichiers de la PIDE. C'est la création d'une véritable légion fasciste, armée, parce que dans tous les sièges qui ont été pris aux sociaux-fascistes il a été trouvé des armes, de la dynamite, etc. Ce sont des militaires sociaux-fascistes qui commandent les légionnaires sociaux-fascistes dans les attaques contre les étudiants progressistes comme à la faculté de droit. Ce sont les barrages montés par les sociaux-fascistes contre le parti socialiste, l'utilisation de cocktails Molotov contre les manifestants du parti socialiste qui venaient du nord du pays, la majorité de ces militants étaient des paysans qui ont été attaqués à coups de barres de fer et de cocktails Molotov. Ce sont les attaques contre les manifestants qui venaient à Lisbonne pour assister à un meeting du parti socialiste, attaques contre des paysans et des ouvriers à coups de barres de fer et de cocktails Molotov. Quand les masses se révoltent contre les sociaux-fascistes ils tirent sur les masses comme cela est arrivé dans le nord du pays où des hommes ont été tués par les sociaux-fascistes. Mais la pratique des sociaux-fascistes les mène à leur défaite. Chaque fois qu'ils attaquent les masses, la révolte des masses monte contre eux. La présente révolte des masses populaires contre les sociaux-fascistes a été provoquée par ces attaques, ces brutalités contre les masses. Aujourd'hui ils sont une minorité dans notre pays.

Pourriez-vous nous donner des exemples du comportement hégémonique de l'URSS contre votre pays et nous expliquer comment cette superpuissance impérialiste développe ses tentatives d'infiltration et de prise de contrôle du Portugal ?

Le Portugal est situé dans un point du monde d'une grande importance stratégique. Brejnev fait revivre le vieux rêve d'Hitler de dominer le monde, regarde avec convoitise l'Europe et en particulier notre pays, après avoir envahi la Tchécoslovaquie. Sa politique vis-à-vis de notre pays est celle de tous les impérialistes : exploiter nos produits traditionnels et nous vendre ses produits transformés. Déjà ils achètent le vin, déjà les échanges

commerciaux entre notre pays et la Russie sont de ce type. Notre pays a vendu dans les trois premiers mois de cette année la valeur de 995 000 escudos à la Russie et lui a acheté pour une valeur de 194 000 escudos. Ces achats de nos produits traditionnels sont évidemment contre nos intérêts. Ils nous achètent déjà le bois. Brejnev dit qu'il faut acheter dans les pays du monde autres que la Russie les produits traditionnels. C'est la pratique de tous les impérialistes. C'est ce qui se passe au Portugal. Ils nous achètent le vin, les chaussures, le coton, le liège, et cela à des prix très bas. Plus bas que ce qu'ils achètent à d'autres pays du monde, plus bas que ceux auxquels notre pays vend à d'autres pays du monde. Quand ils nous «aident», ce n'est pas une aide sans ingérence. C'est dans leur tactique de dominer notre pays. Par exemple, ils se sont présentés dans une usine métallurgique pour acheter du matériel de chemin de fer. Ils ne voulaient même pas savoir quel type de matériel de chemin de fer c'était ni si ce matériel pourrait être utilisé en Russie. Il ne pouvait pas être utilisé en Russie. Ils voulaient acheter du matériel à n'importe quel prix, à n'importe quelle quantité dans le but de dominer la société métallurgique. Cela se passe aussi dans d'autres industries de notre pays, de manière que notre pays reste un pays dépendant du social-impérialisme russe. Pour dominer notre pays ils utilisent des agents du KGB. Leur ambassadeur est Kalinine, spécialiste dans la domination des pays dépendants, le même qui a fait son sale boulot à Cuba. Ils essaient de trouver dans notre pays des ports. Ils ont demandé à notre gouvernement la possibilité d'utiliser Madeira pour leurs bateaux mais on sait très bien qu'ils commencent à demander cela pour leurs bateaux de pêche et après pour leurs bateaux de guerre. Ils nous proposent de nous vendre quoi ? Ils nous proposent de nous vendre leurs matériaux électroniques, leurs machines. Cela, c'est la politique du social-impérialisme vis-à-vis de notre pays. Dominer afin de piller, de contrôler un point stratégique important pour la domination de la Méditerranée et de l'Europe.

* Dirigeant de l'Internationale communiste, jeté en prison par Hitler après le complot de l'incendie du Reichstag. Dimitrov mit en accusation les nazis lors de son procès qui se termina en déroute pour les hitlériens. Devant le VIIe Congrès de l'Internationale communiste il exposa les principes du front uni antifasciste.

Demain, un important article de «Unidade Popular» organe central du PCP(ML): « Les cunhalistes provoquent l'anarchie militaire et préparent une aventure armée »

"MOURIR A MADRID" de F. Rossif UN FILM DÉFAITISTE

Pour présenter le film de Rossif sur la guerre d'Espagne, la chaîne TF1 aurait changé son programme de lundi soir dernier. *L'Humanité* du lendemain s'en félicitait : «Enfin...». Pourquoi la bourgeoisie au pouvoir et la bourgeoisie «de gauche» sont-elles satisfaites de ce film ? Parce qu'il donne une idée fautive de la guerre d'Espagne, en calomniant la violence révolutionnaire.

Le défaitisme :

Par son titre, par les images de paysages embrumés et la musique mélancolique qui commencent et finissent son film, Rossif veut nous apitoyer sur les républicains ; mais pour insister sur leur échec, et dénaturer leur combat.

Fascistes et républicains dans le même sac :

En fait, Rossif critique la violence révolutionnaire. Son commentaire dit : «Des deux côtés, on colle au mur, on exécute sans jugement». Il met ainsi sur le même plan la terreur fasciste et la justice populaire.

Le montage même du film renforce ce parallèle, car Rossif mélange à tout moment des bandes tournées par les fascistes et des documents républicains.

Une guerre fratricide ?

Rossif ajoute : «Les deux moitiés de l'Espagne se jettent follement l'une contre l'autre». Franco, la légion Condor, les troupes fascistes italiennes, les mercenaires marocains, étaient donc la moitié de l'Espagne ? Et c'était donc une folie de combattre Franco ?

Cette propagande sur la guerre «fratricide», nous la connaissons bien. Jean Ferrat, chanteur officiel du P.C.F., répète :

«Maria avait deux enfants,
l'un était rouge, et l'autre blanc»

et sa chanson sur la guerre d'Espagne se résume au combat des deux frères.

Le pacifisme :

En mettant sur le même plan fascistes et républicains, Rossif ôte tout son sens à la guerre populaire. Son commentaire affirme : «La guerre, c'est faire l'impossible pour que des morceaux de fer entrent dans la chair humaine».

Républicains, pourquoi tirer sur les franquistes, ce sont des hommes comme vous?... Voilà où conduit cette conception bourgeoise de la guerre en «général».

Pourquoi la défaite des républicains ?

Rossif ne donne aucune explication politique de la défaite. Il pense sans doute que les «marxistes du POUM»* n'y sont pour rien.

D'après son film, les fascistes ont vaincu parce que les républicains manquaient d'armes. *L'Humanité* conclut de même : «Ce dont le peuple espagnol et la République espagnole avaient besoin, ce n'est pas d'une intervention militaire, mais simplement des armes. Les Brigades internationales ont joué un rôle qu'il ne faut sous-estimer ni surestimer (!), mais ce qui était décisif, c'était cela».

Non, dans la guerre populaire, le facteur décisif, c'est l'homme. Seuls les militaristes bourgeois prétendent que les armes sont le facteur décisif.

Le montage de Rossif ne doit son intérêt qu'aux extraits de films républicains qu'il présente. Pour soutenir la guerre populaire en Espagne, nous devons aussi critiquer ce film défaitiste influencé par le révisionisme.

*Rossif nomme ainsi les trotskystes espagnols. Sur leur trahison, voir Trotski et le trotskysme, éditions Norman Béthune, p. 86-93

Solidarité avec la lutte des peuples d'Espagne

Un ami lecteur nous a envoyé la lettre suivante :

«Je suis enseignant dans la région de Bordeaux. Hier nous avons discuté longuement avec mes élèves de la situation en

Je me lève, il fait beau.
Pour eux, il fait déjà nuit.
Je me lève, ils sont beaux,
Mais ils n'ont plus la vie.

Ils sont morts, dans la nuit,
Mais non pas leurs idées.
Ils sont forts, ils sont en vie,
Les Assassins.

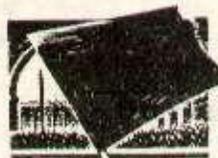
Espagne, du fascisme, des libérés. Puis j'ai demandé d'écrire ce que chacun ressentait après les exécutions. Voici le poème d'une jeune immigrée espagnole de 15 ans :

Espagnole, je suis,
Leur combat est le mien.
Jeune encore je suis,
Il me tient par la main.

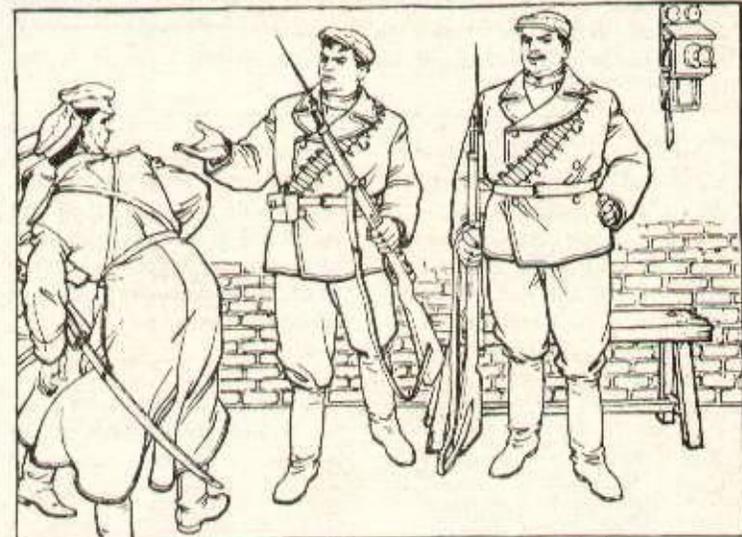
Mille et mille nous sommes
Qui les vengerons
En Espagne, femmes, hommes,
S'uniront et vaincront.

PEINTURE DES PAYSANS DU DISTRICT DE HOUSHIEN (CHINE)

du 20 septembre au 2 novembre
Musée Galiera, 10 rue Pierre 1er de Serbie - Paris 16^e - Métro Iena
Tous les jours sauf le mardi de 10 h à 17 h 45



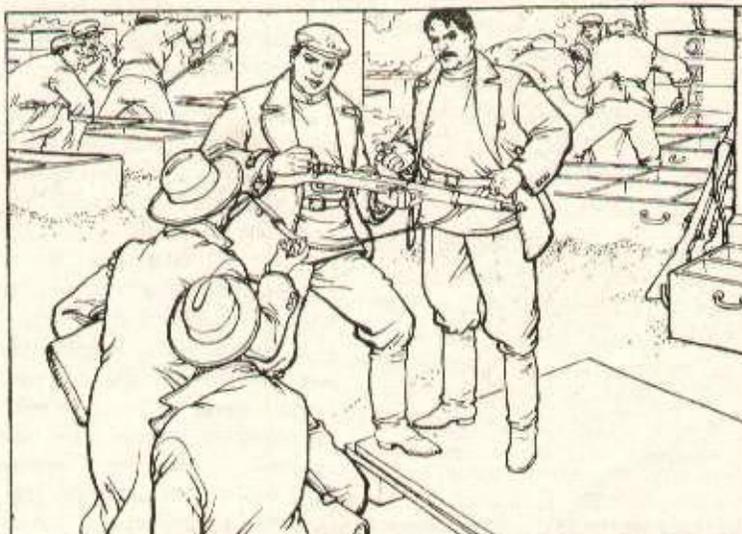
LENINE EN OCTOBRE 1917



45) Vassili descend l'escalier avec les ouvriers. Quelques ouvriers armés entrent dans le bureau selon les directives du Comité de l'usine et écartent les deux officiers placés près de l'appareil téléphonique. Ils leur disent : «A l'écart s'il vous plaît», et eux-mêmes occupent le poste de la garde de l'appareil téléphonique.



46) Une demi-heure passe, puis une autre, Vassili ne revient toujours pas. Routkovsky s'aperçoit qu'on s'est moqué de lui et ordonne aux officiers d'appeler les gardes, puis il descend l'escalier avec Joukov pour chercher Vassili.



47) Dans l'escalier, Vassili discute avec un ouvrier. Routkovsky se lance vers eux et, tout en colère, il interroge Vassili : «Comment, vous voulez nous jouer de mauvais tours ? Avez-vous déjà discuté avec les ouvriers ? » Vassili lui répond en souriant : «Oui, déjà. Les ouvriers disent que ce sont nos propriétés privées, tout comme nos vêtements et nos pantalons. Cela ne vous regarde point.»

(A SUIVRE)

LA CLASSE OUVRIÈRE DE FOUGERES A LA POINTE DU COMBAT (3)

Dans les deux précédents articles, nous avons développé sur les luttes de la classe ouvrière fougéroise : les ennemis ouverts et ceux plus camouflés — les représentants du parti de Marchais-Séguy — qu'elle avait à combattre.

Dans celui-ci nous aborderons la question du rôle encore modeste, mais non négligeable du parti marxiste-léniniste lors des récentes luttes sur le plan local.

Dans l'activité des militants marxistes-léninistes nous distinguons deux choses : d'une part leurs activités en tant que travailleurs dans le cadre du syndicat, et d'autre part celles faites en tant qu'organisation politique ou par l'intermédiaire de leur organe de presse.

Les militants marxistes-léninistes dans leurs entreprises, que ce soit dans le secteur de la chaussure ou ailleurs, travaillent activement au niveau des syndicats et particulièrement dans la CFDT qui est le syndicat le plus implanté dans l'industrie à Fougères et est également le plus combatif, proche de ce que nous appelons une position *« classe contre classe »* (bien sûr avec des différences sensibles de niveau dans les positions des militants syndicaux).

En ce qui concerne les autres syndicats, la CFTC est considérablement affaiblie depuis 1968, F.O. ne progresse guère, d'autant qu'elle adopte une position suiviste — la soupape — par rapport au mouvement de masse, tandis que la CGT malgré beaucoup d'efforts de propagande parvient difficilement à se développer — d'autant que prises de position et actions lors du mouvement de septembre devaient contribuer à ouvrir les yeux de nombreux militants de base sur la nature réelle de la ligne défendue par la direction locale et nationale.

Lorsque la section CFDT a analysé la situation de la lutte comme devant être de longue haleine et qu'elle a défini une tactique de lutte prolongée afin d'éviter l'essoufflement du mouvement, les marxistes-léninistes ont soutenu cette juste analyse, ainsi que la tactique qui en découle.

Quand la CFDT a refusé la ligne *« négociation à tout prix »* défendue par la CGT et FO et a avancé une ligne d'actions concrètes, les marxistes-léninistes ont soutenu ce point de vue et ont lancé le mot d'ordre : *« Les licenciements ne se négocient pas, ils se refusent »*.

Lorsque la CFDT a écrit dans un tract qu'il fallait voir une des origines de la crise générale du capitalisme dans les pays comme *« l'Amérique et la Russie (qui) entendent poursuivre leur domination sur les autres puissances en particulier sur*

l'Europe et l'Asie », les marxistes-léninistes ont largement soutenu ce point de vue. Ce n'est pas par hasard si la direction de la CGT s'ingérait dans les affaires intérieures de la CFDT en prétendant qu'elle se laissait manipuler par les *« maoïstes »*.

Partout où cela leur a été possible, les marxistes-léninistes se sont efforcés de donner à la lutte un contenu politique prolétarien. Qu'est-ce que cela signifie ?

Les camarades au cours de la lutte du mois de septembre ont pu avancer sur deux points : la question des luttes contre le chômage et ses perspectives d'une part, et d'autre part la question de la répression du pouvoir bourgeois et de ses valets — les deux questions étant bien entendu liées.

Dans les conditions précises de Fougères, la lutte contre les licenciements ne concerne pas une usine, mais pratiquement toutes. Cela a été encore accentué du fait de l'annonce globale de 1 200 licenciements (sur 7 000 ouvriers) en même temps et touchant plusieurs usines.

La lutte à mener doit donc être générale et toucher l'ensemble des ouvriers et des ouvrières de la ville. La lutte n'est pas contre un patron, mais bien contre plusieurs patrons.

Il faut donc s'organiser aussi bien à l'entreprise que sur le plan local et s'appuyer sur l'unité de classe de toutes les entreprises.

Ensuite, le premier recul du patronat sur les licenciements ayant été enregistré grâce à la combativité de la masse des ouvriers et ouvrières de la ville, un danger apparaît qui est celui du relâchement de la pression ouvrière sur le patronat. Il est donc important d'expliquer que 1) la lutte va être de longue durée avec des hauts et des bas dans l'action, et 2) que l'on ne peut complètement mettre fin au chômage dans ce régime d'exploitation de l'homme par l'homme. Le chômage ne pourra être supprimé qu'avec l'instauration du régime socialiste authentique.

La situation des luttes sur la ville a permis de développer ces thèmes de propagande.

Humanité Rouge
1 oct. 75
Supplément 1975
ORGANISME DES COMITÉS D'ENTREPRISES - MONTRES DE FRANCE

luttons contre tout licenciement
HALTE A LA REPRESSION!

Une nouvelle fois, à l'appel de leurs organisations syndicales, les travailleurs fougérois ont répondu dans la ville. Plus de 3000 personnes ont manifesté en substance l'"*Humanité Rouge*" et les étudiants.

"NE PENSEZ QU'À VOTRE BESOIN DE TRAVAIL, LE CAPITALISTE"
"NE PENSEZ QU'À VOTRE BESOIN DE LAISSER LES LICENCIÉS"

Face aux récentes revendications des travailleurs, les pouvoirs publics ont eu deux réactions. La première, c'est une nouvelle fois l'annonce du report de la réunion de la Délégation nationale, c'est la répression des grèves générales.

À la surprise générale, les gardes mobiles sont intervenus, en effet, alors que la manifestation se déroulait pacifiquement.

La deuxième, c'est l'annonce de la grande riposte de la bourgeoisie face à la crise et plus aux revendications des travailleurs.

C'est contre ces deux réactions que nous nous sommes levés.

DE LAISSER LES LICENCIÉS PAR LES LICENCIÉS ET DE LAISSER LES LICENCIÉS PAR LES LICENCIÉS

Les gardes mobiles sont les seuls responsables des dégâts occasionnés par leur intervention :

- deux jeunes filles ont été blessées, dont l'une grièvement par les balles de plomb, les larmes-gaz.
- plusieurs voitures ont été abîmées par des actes brutaux.
- les CRS les ont lancés sans tenir compte de la présence d'un car d'enfants sur la Place Lavoisier.

L'autre question beaucoup discutée a été celle de la répression. Les ouvriers qui ont participé au mouvement ont bien vu que ce sont les forces de l'ordre représentant la classe bourgeoise et son État qui ont commencé les « hostilités » et qu'il n'était pas question de rester les mains dans les poches sans riposter avec les moyens nécessaires à la violence des flics de la bourgeoisie.

C'est un point d'autant plus important que les faux communistes, à la tête de la section du parti de Marchais, dont Guillerm, ont tout fait pour jeter la confusion dans les esprits et briser la combativité des travailleurs — 1) en discutant avec les responsables des forces de l'ordre bourgeois soi-disant pour *« éviter le pire »* (alors que ceux-ci venaient de blesser deux jeunes ouvrières), — 2) en prétendant que c'est la classe ouvrière fougéroise qui avait déclenché l'intervention des flics : autrement dit, les casseurs ne sont pas les flics, mais les ouvriers et les prétendus *« manipulateurs gauchistes »*.

Dans un tract *« Humanité Rouge »* largement diffusé dans les entreprises le lendemain de la manifestation

du 30 septembre, il était souligné : *« Si aujourd'hui devant une revendication des travailleurs le pouvoir envoie ses CRS, il est évident que demain, il utilisera de plus en plus la force et les violences pour sauvegarder son pouvoir. C'est pour cela que croire que nous passerons au socialisme pacifiquement est une erreur. Pour supprimer définitivement le chômage, et renverser le capitalisme, il est certain qu'il faudra se préparer à affronter la bourgeoisie et toutes ses forces armées. »*

Les marxistes-léninistes à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats, dans les entreprises comme sur les quartiers, se sont efforcés de mener et d'approfondir les discussions qui avaient lieu autour de toutes ces importantes questions.

La lutte de classe conséquente a permis à la masse des travailleurs de distinguer sur quelques points importants de leur lutte les justes positions des fausses, les vrais amis des faux ; c'est là déjà un premier succès pour eux et pour ceux qui, parmi eux, propagent la politique du Parti marxiste-léniniste.

FIN

**AVEC CE NUMERO
COMMENCE
L'ABONNEMENT
D'ESSAI GRATUIT ...**

Aujourd'hui, nous avons plusieurs centaines de lecteurs nouveaux, et nous les saluons chaleureusement...

Ce sont tous ceux dont des amis, des camarades de travail, des voisins, lecteurs, sympathisants ou camarades nous ont fait parvenir les adresses depuis 15 jours.

Cette campagne d'abonnement d'essai gratuit a été un franc succès : les adresses de ces nouveaux lecteurs ont afflué et les camarades de l'administration ont été vite débordés... Mais c'est avec joie qu'ils ont fait face à ce surcroît de tâche...

Pour l'instant, amis et camarades, n'envoyez plus de nouvelles adresses ; nos finances et nos forces ne nous permettent pas de supporter en permanence un tel effort. Vous le comprenez bien sûr. Mais nous ferons de nouvelles campagnes «d'abonnement d'essai gratuit» dans quelques temps.

Pendant ces 15 jours, notre quotidien a donc de nouveaux lecteurs réguliers. Que nos camarades s'inquiètent de leurs réactions, de leurs critiques, de leurs suggestions ! Ecrivez-nous, nouveaux lecteurs ! Et faisons tout, lecteurs, amis, rédacteurs, pour que ces nouveaux lecteurs deviennent des abonnés réguliers, une fois les 15 jours écoulés... Pour notre quotidien, ce sera une nouvelle bataille gagnée !

Les lecteurs ont la parole

UNE ANCIENNE RESISTANTE DU NORD NOUS ECRIT ...

Donner la parole aux lecteurs et, parmi eux, donner la parole aux «anciens», à ceux qui ont combattu durement et depuis longtemps, c'est une excellente initiative qu'ont eue les camarades de Lille... Sans doute le témoignage de la camarade ancienne résistante aurait été plus percutant, si les militants de Lille lui avaient donné *totalemment* la parole, en recueillant son témoignage en entier plutôt que de commenter des phrases éparses. Telles quelles cependant, les paroles de cette camarade nous encouragent.



Sur un marché de la banlieue lilloise, une femme de 80 ans, ancienne FTP médaillée de la Résistance, achète régulièrement le journal auprès de militants du Quotidien ; elle a combattu vaillamment pendant la guerre dans les rangs communistes avec son mari, aujourd'hui disparu, et porte encore des traces de «passages à tabac» subis en prison pour faits de résistance. Elle lit toujours, par habitude, «liberté»

(journal révisionniste régional), mais n'est pas dupe de la trahison des dirigeants actuels du P«C»F. Elle ne mâche pas ses mots pour dénoncer ces «arri-cistes» et ces «arlequins» (sic) qui ont tout fait pour écarter les vieux militants héroïques du Parti et faire oublier leur propre passé : eux qui sont entrés au P«C»F après les heures glorieuses de la Résistance ou, comme G. Marchais, ont été volontaires pour travailler en Allemagne nazie, n'aiment pas les souvenirs des véritables communistes résistants. Elle nous a dit par exemple : «Quand "Liberté" parle de la Résistance, ce n'est que pour verser une larme.» Et Marchais ? «Avant qu'il soit à la direction, je ne connaissais pas son nom ; je ne l'avais jamais lu dans le journal.»

Elle s'indigne par ailleurs que «Liberté» ne parle plus de Lénine. Quant à Staline, «il est honteux», dit-elle, qu'il ait été critiqué et rejeté comme il l'a été, après tout ce qu'il a fait pour l'URSS et la Révolution ; ceux qui le méprisent à présent ne sont pas près de lui arriver



à la cheville.» La fable du passage pacifique au socialisme ne la trompe pas davantage : elle nous conseille vivement au contraire, à nous militants de l'Humanité-Rouge qui faisons revivre en elle un grand espoir, de nous préparer sérieusement en prévision des inévitables combats qui nous attendent, vu la crise du capitalisme et la tension mondiale créée par les deux superpuissances. Car il n'est pas loin le temps où, comme nous le prédit cette vieille travailleuse révolutionnaire, «tous les arlequins devront baisser leur culotte».

Un de ses souhaits est donc de vivre encore assez longtemps pour voir les bouleversements qui ne manqueront pas de se produire et assister à la déconfiture des traîtres qui osent se prétendre communistes. Aujourd'hui un tel témoignage et un tel soutien nous réchauffent le cœur et nous renforcent dans notre détermination.

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE



Au sommaire du numéro 40 de Pékin-Information :

- l'intervention de Kiao Kouan-houa, chef de la délégation chinoise à la séance plénière de l'Assemblée générale de l'ONU.
- un compte-rendu des 3èmes jeux nationaux en Chine.

L'hebdomadaire chinois commence, par ailleurs, une série d'articles - présentés sous forme de question/réponse - qui commentent les 33 citations de Marx, Engels et Lénine (PI n.9) concernant la dictature du prolétariat.

Deux citations sont commentées dans le numéro 40 ; cette méthode est très utile pour mieux comprendre la portée théorique et politique du grand mouvement pour le renforcement de la dictature du prolétariat en Chine.

Nouvelles de Chine : un reportage dans l'est du Honan, des flashes sur la mécanisation agricole près de Changhaï et sur le marché de Pékin.

PEKIN INFORMATION

1 an - 52 Nos - 21,00 F

EDITIONS DU CENTENAIRE
Distributeur officiel des Editions de Pékin
24 Rue Philippe de Girard, 75010 Paris
Tél. : 202-87-05

Une nouvelle affiche:

Pour le quotidien dans 280 points de vente à Paris

QUOTIDIEN DU SOIR dès le 20 octobre 280 points de vente à Paris



- La France des luttes
- Nouvelles intérieures
- Le monde en marche
- Enquêtes, reportages, interviews, documents
- La parole aux lecteurs
- et une bande dessinée

**BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)**

NOM

PRENOM

ADRESSE

	Pli ouvert		Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F	<input type="checkbox"/>	60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/>	180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F	<input type="checkbox"/>	360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F	<input type="checkbox"/>	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

TCHAD :

PREMIERS RAPATRIEMENTS DES TROUPES FRANÇAISES

D'après une dépêche de l'AFP, les premières unités de «l'escadre française d'Afrique centrale», basées à N'Djaména (ex-Fort Lamy) et Sahra (ex-Fort Archambault) arrivent aujourd'hui à Hyères.

Ces premiers rapatriements ne doivent pas être les derniers et servir d'écran de fumée pour camoufler le maintien d'une présence militaire française dans le pays.

Rappelons que c'est plusieurs milliers de soldats français qui se trouvent encore au Tchad où la France dispose en outre de quatre bases aériennes et 250 «experts» (chiffre reconnu officiellement) dans l'armée tchadienne. Parmi ces derniers, le tristement célèbre commandant Gourvenec, officier français du SDECE et l'un des plus importants personnages des services d'espionnage français en Afrique occidentale et centrale.

Or, au moment où on fait grand bruit sur ce rapatriement des soldats basés à N'Djaména, le gouvernement français se tait sur le sort des bases de Mongo, Abeche, Daya, sur l'envoi tout récent de 350 soldats du RIMA qui viennent de quitter Vannes à destination du Tchad, comme sur le fait qu'au plus fort du bruit fait autour de l'affaire Claustre, des troupes françaises participent encore aux opérations armées de répression contre le Front dans les régions de L'Ennedi, du Bitline, du Ouaddaï et du Salamat.

Que l'intégralité des troupes impérialistes françaises quittent immédiatement le Tchad, que la France cesse ses ingérences dans les affaires intérieures de ce pays, et le peuple tchadien aura tôt fait de régler, par lui-même, ses problèmes.

CONFÉRENCE NORD-SUD

C'est un test pour les pays du tiers monde sur la volonté des pays riches d'un nouvel ordre économique mondial.

A l'initiative du gouvernement français une conférence «Nord-Sud» s'est ouverte hier lundi 13 octobre à Paris avenue Kléber. Elle regroupe plus de dix pays (la CEE moins la Grande-Bretagne, Japon, Algérie, Iran, Venezuela, Brésil, Inde, Zaïre, Arabie Saoudite, États-Unis) qui tenteront pendant une semaine de discussion d'aboutir à des résultats plus positifs que ceux de la précédente conférence de Paris sur les matières premières d'avril dernier.

En fait cette semaine de réunion a un but précis, préparer une grande conférence entre pays en voie de développement et pays riches.

On se souvient que l'échec de la précédente réunion d'avril était dû aux manœuvres systématiques de la superpuissance américaine qui préfère à ce type de conférence, la constitution d'un front impérialiste des pays consommateurs de matières premières et en particulier de pétrole opposé aux pays du tiers monde producteurs de matières premières énergétiques.

Du côté des pays moyens, la conférence commence sur un faux pas de la Grande-Bretagne qui refuse d'être représentée par la CEE. Le gouvernement français quant à lui semble beaucoup attendre d'une telle réunion préparatoire d'autant qu'il en a eu l'initiative. Mais a-t-il vraiment l'intention de faire des propositions concrètes répondant à la volonté des pays en voie de développement d'instaurer un nouvel ordre économique mondial ? Nous le saurons très bientôt.

Les pays du tiers monde ont accepté de participer à la réunion préparatoire.

M. Bouffika ministre des Affaires étrangères algérien devait déclarer au journal «Le Monde» à propos de celle-ci :

«Le programme d'action pour un nouvel ordre économique mondial ne saurait relever de la génération spontanée. C'est une création continue dont la mise en œuvre suppose la volonté politique des pays développés. L'essentiel est d'engager le processus (...)

«Il y a tout d'abord, le principe de l'urgence de ce démarrage.»

C'est sans aucun doute ce point qui sera le fond du débat de toute cette semaine et sur lequel il faudra juger de la réussite ou de l'échec de la réunion «Nord-Sud».

4 à 5000 personnes à la journée de l'amitié franco-chinoise

Samedi, pendant huit heures, sans discontinuer, l'Association des amitiés franco-chinoises (AAFC) a présenté, exposé, fait connaître ou découvrir et aimer de multiples aspects de la réalité chinoise, de la vie du peuple chinois, de son histoire et des combats incessants que les masses populaires, classe ouvrière en tête, ont menés et mènent avec ardeur pour construire la Chine nouvelle. Pendant huit heures, le palais de la Mutualité a fourmillé de milliers d'amis venus faire connaissance avec la Chine.

A 16 heures commençait dans la plus grande salle du palais, le meeting central de cette Journée d'amitié franco-chinoise. A la tribune, 14 membres de la direction de l'AAFC et personnalités amies de la République populaire de Chine : Charles Bettelheim, président de l'association ; Régis Bergeron, vice-président de l'association ; Madame Brunhes Delamare, Messieurs Paul Foulé, Jacques Jurquet, Yves Drossein, Jean-Michel Bélier, Mesdames Marcelle Le Grant, Suzanne Marty, Jacqueline Gbagbo, Claudette Castan, Messieurs Jean-Paul Durandet, Paul Stouder, et Madame Jacqueline Rubet, personnalité socialiste, première-adjointe au maire du Havre, de retour d'un voyage en Chine, organisé par l'AAFC sur le thème des femmes.

D'entrée, la foule debout acclamait longuement et chaleureusement la délégation de l'ambassade de la République populaire de Chine conduite par le chargé d'affaires de l'ambassade, Yu Meng-sin, ainsi que la délégation de l'ambassade de la République populaire d'Albanie.

Quatre orateurs devaient ensuite intervenir. En premier lieu Charles Bettelheim rapporta les impressions que lui a laissées son récent voyage en Chine. «La première impression, devait-il déclarer, est celle d'un peuple qui progresse avec confiance sur la voie du socialisme». Il conclut : «Constamment au cours de mes visites, les travailleurs chinois m'ont demandé de transmettre leur amitié au peuple français dont ils n'oublient pas qu'il est le peuple qui a donné naissance à la Commune de Paris. C'est donc ce salut amical du peuple chinois au peuple français que je veux transmettre aujourd'hui.» Il devait également saluer la présence dans

la salle du cinéaste ami de la Chine, Joris Ivens, ainsi que de l'écrivain Michelle Loi.

Autre intervention, celle de Madame Jacqueline Rubet, amie mais non adhérente de l'AAFC, qui confia également les impressions qu'elle rapportait du voyage en Chine qu'elle a effectué cet été. Au cours de son intervention elle montra de façon particulièrement vivante combien est élevé en Chine le niveau de conscience politique des travailleurs. Relatant sa visite à Changhaï où elle avait rencontré de nombreuses femmes parmi les dockers, et où elle leur avait fait part de son étonnement de les voir accomplir ces travaux pénibles, Madame Jacqueline Rubet provoqua les applaudissements de la salle lorsqu'elle rapporta la réponse d'une ouvrière : «Le président Mao a dit que les femmes devaient soutenir la moitié du ciel, ce qu'un homme peut faire, une femme doit le faire aussi ; et... ce qu'un homme ne peut pas faire, une femme doit essayer de le faire.»

Deux autres interventions devaient clore ce meeting. La première de Jean-Michel Bélier porta plus spécifiquement sur l'association. Il devait lancer un appel à tous les amis de la Chine pour qu'ils y adhèrent. Après lui, Jean-Paul Durandet fit un long exposé sur la situation internationale.

Outre ces interventions de nombreuses activités étaient organisées. Des films : «Le chemin de fer Tchengtou Kouenming», «Acrobates chinois», «De victoire en victoire» ; des projections de diapositives sur les voyages effectués en 1975 ; de nombreux forums où était débattus les thèmes de l'émancipation de la femme, de la santé, de l'économie chinoise, de la politique extérieure de la Chine, de l'éducation, des communes populaires, des usines et de l'œuvre de peintres-paysans de Houhsien. Tandis qu'un buffet et une garderie d'enfants avaient été mis en place, on pouvait visiter de nombreuses expositions de gravures sur bois, d'objets artisanaux, de timbres postes ainsi que des tables de vente des publications chinoises.

Il ne fait pas de doute que cette Journée aura puissamment contribué à renforcer ce grand courant d'amitié qui existe entre les peuples de France et de Chine.

CHATELLERAULT, LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES :

NOUVEL ÉCHEC DU P" C" F

Pour un jour, dimanche, Chatellerault était au centre des préoccupations des politiciens bourgeois de tous bords. Non pas à cause des 15 % de la population active qui y sont au chômage, ni à cause des mouvements de lutte que développent les ouvriers de la région, mais parce que le 12 octobre à Chatellerault c'était l'heure du bulletin dans l'urne «pour changer la vie» comme disent les dirigeants du P«C»F. A ça les ouvriers y croient de moins en moins et ils refusent les cuisines et la démagogie électorale. Cela a été clair dans l'entreprise d'équipement aéronautique SFENA.

Dans cette boîte les travailleurs multiplient les débrayages : au cours de leur première manifestation les candidats élus du PS et du P«C»F se sont joints au cortège. Cette opération publicitaire désormais classique, les travailleurs ne l'ont pas aimée et le lendemain ils ont décidé d'interdire la participation des

candidats au parlement bourgeois à leurs manifestations.

Ceci dit, le cirque électoral a été morne et les résultats ont confirmé que l'alliance P-C-PS profite régulièrement au second. C'est ainsi que le candidat du P«C»F qui d'ordinaire arrive toujours en seconde position après le représentant de la majorité, cette fois-ci a été battu. La candidate du parti socialiste qui pourtant a débarqué là sans y avoir jamais mis les pieds est arrivée en seconde position. Cela confirme les résultats des législatives de 1973 et des élections partielles qui ont eu lieu depuis. Partout le P«C»F stagne ou est en perte de vitesse tandis que le PS accroît le nombre de ses voix.

Dans ces jeux électoraux le peuple travailleur se reconnaît de moins en moins et plus du tiers des inscrits ont refusé à Chatellerault de se rendre aux urnes.

La vraie lutte, il est clair que c'est dans les boîtes qu'elle se mène d'autant plus que depuis le début de l'année plus de 40 entreprises ont déposé leur bilan et le combat des ouvriers se durcit : à l'usine Bléreau où les ouvriers doivent chômer une semaine sur quatre, onze cadres ont été séquestrés.